



GROUPE DE RECHERCHE  
ET D'INFORMATION  
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain  
B – 1030 Bruxelles  
Tél. : +32 (0)2 241 84 20  
Courriel : [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)  
Internet : [www.grip.org](http://www.grip.org)  
Twitter : [@grip\\_org](https://twitter.com/grip_org)  
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

## ÉCLAIRAGE – 16 juin 2020

DUSOULIER Amandine. *La COVID-19 en Afrique de l'Ouest : une gestion aux multiples facettes*, Éclairage du GRIP, 16 juin 2020, Bruxelles.

<https://grip.org/covid19-afrique-ouest>



# Éclairage

## La COVID-19 en Afrique de l'Ouest : une gestion aux multiples facettes

Amandine Dusoulier

16 juin 2020

Partie de la ville de Wuhan en Chine à la fin de l'année 2019, l'épidémie de COVID-19 s'est rapidement propagée aux quatre coins de la planète<sup>1</sup>. Aucun continent n'a été épargné par ce virus qui le 14 juin 2020, a déjà causé, à l'échelle mondiale, plus de 427 600 morts et 7 690 700 contaminations selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'Afrique, un des derniers continents touchés, déplore à ce jour le décès de près de 4 000 personnes<sup>2</sup>. Alors que les chiffres de l'OMS relevés pour le territoire africain sont les plus bas, la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA) estime que dans le meilleur des scénarios, « *il se peut que 300 000 Africains perdent la vie à cause de la maladie*<sup>3</sup> ».

La région ouest-africaine ne fait pas exception en Afrique et résiste au coronavirus en dépit des multiples défis, entre autres sécuritaires, auxquels elle est confrontée. En date du 12 juin 2020, malgré des facteurs potentiellement aggravants – tels le terrorisme, l'insécurité alimentaire et les mouvements migratoires – l'Afrique de l'Ouest affiche 1 032 décès et 48 720 cas confirmés<sup>4</sup> pour une population de plus de 400 millions d'habitants. Différents éléments sont avancés pour expliquer cette situation encourageante, notamment la pyramide des âges favorable (l'âge moyen est de 19,7 ans contre 42,5 ans en Europe) et la faible densité des populations, limitant la propagation<sup>5</sup>.

La lente progression du virus observée jusqu'ici en Afrique contredit les thèses alarmistes occidentales<sup>6</sup>. Le philosophe Achille Mbembe s'insurge contre ces prédictions : « *Le catastrophisme n'est pas une option. Le catastrophisme ne permet absolument pas de rendre compte des dynamiques de société très plurielles, très complexes et qui sont là depuis très longtemps, et qui savent mettre à profit les épreuves qu'elles ont endurées dans le passé*<sup>7</sup>. »

L'analyse de situation en Afrique de l'Ouest rejoint ce propos. On y observe 1) que les enseignements tirés de la crise de l'épidémie d'Ebola de 2014 ont permis de préparer les sociétés à la pandémie et d'en ralentir la propagation et 2) une forte mobilisation et la créativité des populations afin d'informer ou à tout le moins de sensibiliser. On doit toutefois relever 3) que si les impacts sanitaires sont à ce stade circonscrits, il faut anticiper des répercussions sociales, économiques et politiques.

## La crise Ebola : une source d'apprentissage

En 2014, la région ouest-africaine a été frappée de plein fouet par le virus Ebola. Alors que ce dernier, dont la présence sur le continent est connue depuis les années 1970<sup>8</sup>, était jusque-là localisé en Afrique centrale et orientale, un nouveau foyer épidémiologique a vu le jour à l'ouest, en particulier en Guinée, en Sierra Leone et au Liberia. Prises de court, les autorités nationales ne sont pas parvenues à endiguer la propagation fulgurante du virus et à empêcher les milliers de morts qui ont suivi. Depuis, les gouvernements ont tiré des leçons de cette crise et se sont préparés afin d'agir rapidement et efficacement lors d'une nouvelle épidémie de grande ampleur... comme celle de la COVID-19.

À l'échelle régionale, à partir de janvier 2020, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est attelée à l'élaboration d'un plan régional de riposte à la COVID-19<sup>9</sup>. Plusieurs objectifs ont été fixés, dont la production massive de masques, l'harmonisation de la gestion des lieux de culte ou encore le renforcement de l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS)<sup>10</sup>. L'Union africaine (UA) a pris part à cette préparation collective en collaboration avec les centres africains de contrôle et de prévention des maladies<sup>11</sup>.

Au niveau des gouvernements nationaux, dès que le nouveau coronavirus a été observé en Chine, les pays d'Afrique de l'Ouest ont réactivé leurs mécanismes de lutte, à savoir « *les tests, l'isolation et le traçage des personnes en contact avec un malade*<sup>12</sup> ». En mars 2020, les gouvernements burkinabè, guinéen, ivoirien, malien, nigérien et sénégalais ont annoncé l'état d'urgence sanitaire et ont accompagné la mesure d'un couvre-feu, de la fermeture des frontières, des écoles, des universités et de l'interdiction des rassemblements publics. Certains gouvernements, comme celui du Burkina Faso, où les premiers cas ont été diagnostiqués le 9 mars, ont également fait placarder des affiches rappelant les gestes barrières et imposé le port obligatoire du masque/bavette<sup>13</sup>. Dès le 3 mars, afin d'anticiper l'épidémie, le gouvernement burkinabè avait adopté un plan de préparation et de riposte axé sur la surveillance épidémiologique, le diagnostic et la communication. Son but était déjà de « *réduire la morbidité et la mortalité dues à une éventuelle épidémie de COVID-19 au Burkina Faso*.<sup>14</sup> »

Les initiatives régionales et nationales ont été renforcées par le comportement des populations d'Afrique de l'Ouest ayant elles aussi assimilé les leçons d'Ebola.

Dès l'annonce de l'arrivée prochaine du nouveau coronavirus, elles ont, par exemple, adopté les gestes barrières<sup>15</sup> recommandés par l'OMS. Au final, selon Catherine Kyobutungi, directrice de l'*African Population and Health Research Center* (APHRC), « les pays qui avaient déjà été confrontés à Ebola ont été plus rapides à réagir. Ils ont eu des réponses plus cohérentes face à la Covid-19 et ont mis en place une meilleure organisation<sup>16</sup> ».

## Réactivité, créativité et mobilisation de la société civile

Les exemples illustrant la mobilisation de la société civile et l'implication des secteurs de la recherche et de l'innovation dans la lutte contre la COVID-19 sont nombreux. On relève notamment que le Réseau francophone des FabLab d'Afrique de l'Ouest (ReFFAO) a participé à la création d'un système automatisé de lavage des mains au Mali, au développement d'un système de distribution automatisé de gel antiseptique au Sénégal, ainsi qu'à la fabrication et la distribution gratuite de masques pour le personnel médical au Burkina Faso<sup>17</sup>. Aux côtés du gouvernement ivoirien, un réseau de dix startups s'est formé pour développer l'application *AntiCoro* utile pour suivre les potentiels porteurs du virus<sup>18</sup>.

Dans un registre plus culturel, des rappers du mouvement citoyen sénégalais *Y en a marre* ont créé une chanson en wolof intitulée « *Fagaru Ci Corona* » (« prévenir le corona ») et tourné un clip vidéo dans lequel ils rappellent les gestes barrières et les symptômes de la maladie<sup>19</sup>. Dans plusieurs pays, des créateurs ont proposé leur aide pour la fabrication de masques. Au Sénégal, l'Atelier 221, un collectif de créateurs de mode, a lancé le projet « *1 Sénégalais 1 masque* » dont l'objectif est de permettre à tous les Sénégalais de disposer de masques de protection efficaces et réutilisables<sup>20</sup>.

La recherche scientifique s'est aussi mobilisée. L'antenne sénégalaise de l'Institut Pasteur a ainsi lancé une recherche en collaboration avec un laboratoire britannique pour créer des kits de tests sérologiques bon marché et rapides<sup>21</sup>. Une entraide entre États s'est également mise en place avec l'envoi de fonds, de denrées alimentaires, de masques et d'autre matériel médical aux hôpitaux de la sous-région.

Toutefois, les mesures préconisées par les centres africains de contrôle et de prévention des maladies se sont heurtées, à plusieurs reprises, à la résistance des populations des pays où elles ont été mises en œuvre. Ainsi, malgré le déploiement massif de policiers dans des villes ouest-africaines, plusieurs violations du couvre-feu ont été observées. Contrevenant au confinement, des réseaux clandestins de transport à l'intérieur des terres ont aussi vu le jour<sup>22</sup>. De plus, les forces de l'ordre ont dû faire face à de nombreuses manifestations dénonçant les violences policières et les mesures anti-COVID 19 (notamment au Niger et en Guinée où la majorité de la population est musulmane), en particulier lors de la fermeture des mosquées et en réponse à l'interdiction consécutive des prières collectives en pleine période de Ramadan<sup>23</sup>. Le centre de recherche *International Crisis Group* (ICG) rapporte que « certains ont interprété la décision de suspendre les prières collectives comme une intrusion inacceptable des autorités dans la pratique de leur foi.<sup>24</sup> »

D'autres difficultés viennent compliquer le respect des gestes barrières en Afrique de l'Ouest, comme la prédominance de l'économie informelle<sup>25</sup> et la précarité des populations vivant dans les bidonvilles. Selon la Secrétaire exécutive de la CEA Vera Songwe, « 56 % de sa population urbaine est concentrée dans des bidonvilles ou des habitations informelles et seulement 34 % des ménages africains ont accès à des installations de base pour se laver les mains.<sup>26</sup> » Par conséquent, les risques de contamination et de transmission sont bien plus élevés qu'ailleurs.

## L'inquiétude face aux répercussions de la crise

Si jusqu'ici l'épidémie de COVID-19 est relativement contenue en Afrique de l'Ouest, il faut craindre une détérioration de la situation à court, moyen et long termes tant sur le plan sécuritaire, socio-économique que politique. Dans un rapport, l'ICG relève un certain nombre de tendances à surveiller en Afrique de l'Ouest<sup>27</sup>.

Tout d'abord, il apparaît que les personnes résidant dans des zones de conflit sont plus vulnérables à la propagation du virus. Dans le contexte de la pandémie, la situation des déplacés internes et des réfugiés est encore plus préoccupante au regard des restrictions de voyage impactant les acteurs humanitaires et leurs chaînes d'approvisionnement. En conséquence, les délais d'acheminement de l'aide humanitaire se sont fortement allongés.

Le terrorisme est un autre risque majeur dans la mesure où certains groupes armés pourraient profiter de l'affaiblissement momentané des gouvernements pour mener de nouvelles offensives. Selon le Secrétaire général adjoint aux opérations onusiennes de maintien de la paix Jean-Pierre Lacroix, « la COVID-19 complique une situation sécuritaire déjà complexe au Sahel, avec des groupes terroristes qui exploitent la pandémie en intensifiant leurs attaques contre les forces nationales et internationales.<sup>28</sup> »

Une troisième préoccupation relevée est le risque potentiel d'explosion de violence due aux pressions politiques, sociales et économiques que les citoyens ont dû accepter ces derniers mois. Le risque est d'autant plus grand dans les pays où la confiance dans les institutions nationales est faible. L'ICG avait déjà soulevé ce problème lors de l'épidémie d'Ebola en Guinée en 2014 : « Dans un premier temps, le virus s'était propagé de façon incontrôlée, non seulement du fait du suivi épidémiologique limité et du manque de capacité et de réactivité du système de santé, mais aussi parce que les populations restaient sceptiques vis-à-vis des déclarations du gouvernement et de ses directives<sup>29</sup>. »

En outre, l'annonce d'une récession mondiale ne rassure pas les États dont les économies sont déjà fragilisées. Selon Abebe Aemro Selassie, Directeur du département Afrique du Fonds monétaire international (FMI), l'épidémie de COVID-19 fait que

« la région [l'Afrique subsaharienne] est confrontée à un effondrement de la croissance économique, à un resserrement des conditions

*financières, à une forte baisse des prix des principaux produits exportés et à de graves perturbations de l'activité économique [...]. La baisse des revenus accentuera les vulnérabilités existantes, tandis que les mesures d'endiguement et la distanciation sociale menaceront inévitablement les moyens d'existence d'innombrables personnes<sup>30</sup> ».*

C'est particulièrement le cas pour les États aux économies peu diversifiées et dépendant des exportations de matières premières ou de produits agricoles dont la demande a chuté. On pense au Mali, contraint de baisser le prix aux producteurs de coton d'un tiers, ou encore à la Côte d'Ivoire, incapable d'écouler ses stocks de cacao et de noix de cajou. À ces facteurs, il faut encore ajouter la baisse des transferts d'argent des diasporas.

Sur la base de ces prévisions inquiétantes, le G20 a accepté, à la demande de l'UA, d'octroyer un moratoire de six mois sur la dette africaine<sup>31</sup>. Dans cette logique, des décaissements ont notamment été octroyés au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal. Cependant, cette offre ne suscite qu'un engouement relatif au vu des conditions qui l'assortissent. Les pays bénéficiaires devront, entre autres, se montrer transparents et renégocier le règlement de leur dette privée internationale puisque les ressources dégagées par la proposition du G20 ne pourront être employées que pour répondre aux conséquences du nouveau coronavirus<sup>32</sup>.

Enfin, les gouvernements sont susceptibles d'instrumentaliser la crise sanitaire afin de prolonger certaines mesures coercitives (par exemple, l'interdiction des rassemblements) au-delà de la fin de l'épidémie. L'argument sanitaire pourrait également être invoqué pour reporter arbitrairement les élections attendues fin 2020 en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, en Guinée et au Niger. Afin de limiter au maximum les répercussions de l'épidémie sur les processus électoraux, le président de la Commission de la CEDEAO et le représentant du Secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest ont formulé plusieurs recommandations. L'une d'entre elles expose « *qu'il est important que la décision de maintenir ou de reporter les élections prévues cette année se prenne sur la base d'un consensus politique inclusif, et en tenant compte des recommandations des experts médicaux<sup>33</sup>* », comme le fait actuellement le Burkina Faso en pleine concertation à ce sujet.

Toutefois, chaque pays ne gère pas la situation d'une manière identique. Dans le cas de la Guinée, il est à craindre que le report électoral nuise à la transparence et à la qualité des élections. Le président Alpha Condé a procédé à un double scrutin (élections législatives et référendum constitutionnel) vivement contesté le 22 mars<sup>34</sup>. Or, selon le *think tank* ouest-africain *Wathi*, Alpha Condé pourrait profiter de la conjoncture et de l'attention portée sur d'autres sujets pour se représenter aux élections présidentielles d'octobre 2020. À cela s'ajoute le fait que les mesures anti-COVID-19 seraient instrumentalisées par les autorités pour empêcher la mobilisation de la société civile en faveur de la démocratie<sup>35</sup>.

## Conclusion

Contredisant les prévisions, le continent africain est celui qui enregistre à ce jour la plus faible mortalité dans le cadre de la pandémie de COVID-19. Ces résultats ne sont pas sans lien avec les leçons que de nombreux pays africains ont tirées de l'épidémie d'Ebola de 2014. Cette crise sanitaire les a encouragés à élaborer des réponses rapides, préventives, multidimensionnelles et adaptées à une épidémie d'une ampleur similaire. En plus des plans de riposte nationaux et régionaux, les gouvernements ouest-africains ont pu compter sur la mobilisation des communautés et de la société civile dont les initiatives ont permis de soutenir les efforts des pouvoirs publics.

Cependant, cette apparente résilience de la sous-région ne doit pas occulter les risques des conséquences socio-économiques, politiques et sécuritaires de l'épidémie potentiellement plus problématiques que la crise sanitaire.

\*\*\*

## Auteure

*Amandine Dusoulier est assistante de recherche au sein de la cellule « Conflits, sécurité et gouvernance en Afrique » du GRIP.*



Le GRIP bénéficie du soutien  
du Service de l'Éducation  
permanente de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles.

- 
1. READFERN Graham, « [How did coronavirus start and where did it come from? Was it really Wuhan's animal market?](#) », *The Guardian*, 28 avril 2020.
  2. « [Coronavirus disease \(COVID-19\). Situation Report – 146](#) », *Organisation mondiale de la santé*, 14 juin 2020.
  3. « [Sans protection adéquate, le Covid-19 pourrait tuer 300.000 Africains cette année](#) », *Organisation des Nations unies*, 17 avril 2020.
  4. Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, « [Lutte contre le Coronavirus \(COVID-19\) : perspectives ouest-africaines](#) », *Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)*, 12 juin 2020.
  5. BRAECKMAN Colette, « [Revanche de l'Afrique ou simple ' effet retard ' ?](#) », *Le Soir*, 15 mai 2020.
  6. En guise d'illustration, voici quelques extraits d'une note interne du [Centre d'analyse, de prévision et de stratégie](#) (CAPS) du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, dans laquelle il prévoit qu'en Afrique, « *l'onde de choc à venir [...] pourrait être le coup de trop porté aux appareils d'État* » qui vont faire « *massivement la preuve de (leur) incapacité à protéger les populations* ». Selon lui, « *anticiper le discrédit des autorités politiques signifie accompagner en urgence l'émergence d'autres formes d'autorités africaines crédibles pour s'adresser aux peuples afin d'affronter les responsabilités de la crise politique qui va naître du choc provoqué par le Covid-19 en Afrique... et sans doute ailleurs* ».
  7. MBEMBE Achille, « [Coronavirus: « Chaque fois qu'il est question d'Afrique, c'est la catastrophe](#) », propos recueillis par Carine FRENK, *RFI*, 22 avril 2020.
  8. LOUNGOU Serge, « [L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest. Une mise en perspective des répercussions démo-géographiques, politiques et économiques](#) », *L'Espace politique*, vol. 26, février 2015, p. 1.
  9. BROU Jean-Claude Kassi, « [La CEDEAO apporte son soutien aux États membres dans la lutte contre la propagation de la pandémie de Coronavirus 2019 \(COVID-19\)](#) », *Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest*, 21 mars 2020.
  10. ANIAMEY.com, « [COVID-19 : avec 5574 cas dont 147 décès, la CEDEAO prépare un plan régional de riposte](#) », *Aniamey.com*, 24 avril 2020.
  11. Organisation de coopération et de développement économiques, « [When a global virus meets local realities: Coronavirus \(COVID-19\) in West Africa](#) », *Organisation de coopération et de développement économiques*, 11 mai 2020, p. 10.
  12. BELSOEUR Camille, « [L'expérience d'Ebola a aidé certains pays africains à agir efficacement face au Covid-19](#) », *Slate*, 26 mai 2020.
  13. L'épidémie de COVID-19 s'est propagée aux autres pays ouest-africains à quelques jours d'intervalle (le 2 mars au Sénégal, le 11 en Côte d'Ivoire, le 12 en Guinée, le 25 au Mali, le 29 au Niger, etc.).
  14. AIB Media, « [Coronavirus : Le Burkina Faso élabore un plan de préparation et de riposte](#) », *AIB Media*, 3 mars 2020.
  15. Pour rappel, les gestes barrières sont les suivants : se laver fréquemment les mains avec du savon ou du gel hydro-alcoolique, maintenir une distance de minimum un mètre avec les autres personnes, tousser/éternuer dans son coude en l'absence de mouchoir en papier et éviter de se toucher les yeux, le nez et la bouche (*Organisation mondiale de la santé*, « [Mesures de protection essentielles contre le nouveau coronavirus](#) »).
  16. BELSOEUR Camille, *op.cit.*
  17. Le Réseau francophone des FabLab d'Afrique de l'Ouest, « [COVID19 : une communauté de Maker au ReFFAO pour lutter contre le virus](#) », *Le Réseau francophone des FabLab d'Afrique de l'Ouest*, 20 avril 2020.
  18. Digital Business Africa, « [Côte d'Ivoire : l'application "Anticoro" entre dans la lutte contre le Covid-19...](#) », *Digital Business Africa*, 21 avril 2020.
  19. NARLIAN Laure, « [Coronavirus : les chanteurs et musiciens africains font de la prévention en chanson](#) », *Franceinfo*, 27 mars 2020.

- 
20. TOURE Katia Dansoko, « [De Dakar à Lagos, les créateurs africains s'engagent dans la fabrication de masques](#) », *Jeune Afrique*, 21 avril 2020.
  21. DE LESSEUX William, « [Sénégal: de nouveaux tests sérologiques conçus par l'Institut Pasteur de Dakar](#) », *RFI*, 28 avril 2020.
  22. Seneweb News, « [Louga-Touba : Un réseau de transport clandestin démantelé](#) », *Seneweb News*, 27 avril 2020.
  23. ANIAMEY.com, « [Manifestations contre les mesures anti Covid-19 : 166 personnes encore interpellées dans la nuit du 20 au 21 avril, les échauffourées se poursuivent à Niamey](#) », *ANIAMEY.com*, 22 avril 2020 et VALADE Carol, « [Guinée: manifestations meurtrières dans plusieurs villes contre les barrages policiers](#) », *RFI*, 13 mai 2020.
  24. « [Covid-19 au Niger : réduire les tensions entre Etat et croyants pour mieux contenir le virus](#) », *International Crisis Group*, 23 avril 2020.
  25. Plus de 80 % de la population active en Afrique de l'Ouest travaille dans le [secteur informel](#). De manière générale, ces personnes ne disposent pas de réserves financières ni de revenus de chômage. Elles n'ont donc pas d'autre choix que d'aller travailler malgré les risques de contamination.
  26. « [COVID-19 : ce que fait l'ONU pour les populations des bidonvilles](#) », *Organisation des Nations unies*, 21 avril 2020.
  27. « [Covid-19 et conflits : sept tendances à surveiller](#) », *International Crisis Group*, Briefing spécial de Crisis Group n° 4, 24 mars 2020, 19 p.
  28. Organisation des Nations unies, « [Terrorist groups exploiting COVID-19 in Sahel, UN peacekeeping chief tells Security Council](#) », *UN News*, 5 juin 2020.
  29. « [The Politics Behind the Ebola Crisis](#) », *International Crisis Group*, Rapport Afrique n° 232, 28 octobre 2015, p. i.
  30. « [L'ONU affirme sa solidarité avec l'Afrique dans la bataille contre le Covid-19](#) », *Organisation des Nations Unies*, 15 avril 2020. Pour de plus amples informations, consulter le rapport du FMI intitulé « [COVID-19: An Unprecedented Threat to Development](#) » (avril 2020).
  31. DEMBELE Demba Moussa, « [Dette africaine : moratoire ou annulation ?](#) », *Financial Afrik*, 23 avril 2020.
  32. LINGE Idriss, « [Report du remboursement de la dette : un soutien du G20 difficile à accepter pour beaucoup de pays africains](#) », *Agence Ecofin*, 11 mai 2020.
  33. IBN CHAMBAS Mohamed et KASSI BROU Jean-Claude, « [Coronavirus : les droits de l'homme ne doivent pas être les oubliés de la crise](#) », *Jeune Afrique*, 15 mai 2020.
  34. ACHIK Sabrina, « [Guinée : origines et risques de la crise constitutionnelle](#) », *Éclairage du GRIP*, 18 février 2020, p. 7 et MACE Célian, « [En Guinée, un double scrutin envers et contre tout](#) », *Libération*, 23 mars 2020.
  35. DIALLO Kamina, « [Voter au heurt de la COVID-19 en Afrique de l'Ouest : à qui profite la crise ?](#) » *Wathi*, 19 mai 2020.